



Institut des comptes nationaux

# Comptes nationaux

Comptes trimestriels des secteurs 2012-IV

## Contenu de la publication

Les comptes non financiers trimestriels des secteurs institutionnels sont élaborés d'après les définitions du Système européen des comptes (SEC 1995). Ils sont cohérents avec leur équivalent annuel publié à la fin du mois de juillet de chaque année.

La version électronique des comptes trimestriels des secteurs est disponible dans la base de données Belgostat on-line. Dans cette base de données, les séries sont disponibles depuis le premier trimestre de 1999.

Les statistiques relatives aux comptes non financiers trimestriels des secteurs institutionnels mettent en évidence quatre indicateurs clefs (taux d'épargne et taux d'investissement des ménages, taux de marge et taux d'investissement des sociétés non financières), ainsi que leurs déterminants. Elles présentent également le tableau synoptique des opérations des administrations publiques, ainsi que les soldes non financiers des secteurs (ménages, sociétés, administrations publiques) et de l'économie belge dans son ensemble.

Cette publication se compose de deux parties : la première présente un bref commentaire des résultats axé sur les indicateurs clefs; la seconde présente les tableaux de détail. La première section des tableaux détaillés est consacrée aux comptes des ménages, la deuxième aux comptes des sociétés non financières, la troisième aux comptes des administrations publiques et la dernière aux soldes des secteurs.

Une note explicative est jointe en fin de publication.

La présente édition des comptes, qui s'étendent jusqu'au quatrième trimestre de 2012, a été clôturée à la fin du mois de mars 2013. Elle intègre les derniers chiffres des administrations publiques diffusés le 28 mars 2013. Afin d'assurer une cohérence d'ensemble, les comptes des autres secteurs ont été adaptés en ce qu'ils constituent les contreparties des diverses opérations des pouvoirs publics. Dès lors, les comptes repris dans la présente édition peuvent différer des comptes annuels des secteurs diffusés en juillet 2012.

# Table des matières

Communication	5
Commentaire	7
Tableaux	
1. Comptes non financiers des ménages, estimations à prix courants	15
1.1 Données brutes - Chiffres absolus	15
1.2 Données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier - Chiffres absolus	15
1.3 Données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier - Pourcentages de variation	16
2. Comptes non financiers des sociétés non financières, estimations à prix courants	17
2.1 Données brutes - Chiffres absolus	17
2.2 Données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier - Chiffres absolus	17
2.3 Données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier - Pourcentages de variation	17
3. Comptes non financiers des administrations publiques, estimations à prix courants	18
3.1 Tableau synoptique des recettes, dépenses et capacité ou besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques - Chiffres absolus	18
3.2 Recettes et dépenses: contribution des composantes à la variation totale à un an d'écart	19
3.3 Recettes et dépenses de l'ensemble des administrations publiques - Chiffres absolus	20
3.4 Recettes et dépenses de l'ensemble des administrations publiques - Pourcentages de variation	20

4. Soldes non financiers des ménages, des sociétés et des administrations publiques, estimations à prix courants	21
4.1 Données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier - Chiffres absolus	21
4.2 Données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier - Pourcentages du PIB	21
Note explicative	23
Publications de l'ICN - Personnes de contact	27
Remarques générales	31
Signes conventionnels	33
Liste des abréviations	35

## Communication

Pour la première fois, l'ICN reprend dans ses publications des données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier pour ce qui concerne les finances publiques. Jusqu'à présent, l'ICN établissait en effet des données de ce type et les utilisait dans les comptes nationaux trimestriels et les comptes trimestriels des autres secteurs (en ce que ceux-ci constituent les contreparties des transactions des administrations publiques), sans qu'elles ne soient publiées en tant que telles.

Les données désaisonnalisées sont pour le secteur des administrations publiques, comme c'était déjà le cas pour les autres secteurs, estimées suivant les lignes directrices définies par Eurostat en la matière (méthode Tramo-Seats). Dans la mesure où les données désaisonnalisées des administrations publiques, en ce compris le solde de financement, sont dorénavant publiées, il a été décidé d'également diffuser les soldes des autres secteurs et le solde de l'ensemble de l'économie selon le concept désaisonné (en lieu et place de la forme dite annualisée).

La publication des données désaisonnalisées des administrations publiques rentre dans le cadre du programme d'Eurostat qui a décidé de diffuser, à partir de la publication des données du troisième trimestre 2012 qui a eu lieu le 7 février 2013 (Statistics in focus, Issue number 3/2013), quelques données trimestrielles corrigées des variations saisonnières pour les finances publiques, à savoir le total des recettes publiques, le total des dépenses publiques et le solde de financement SEC 1995. Eurostat considère que de telles données sont indispensables pour étudier de manière correcte les évolutions trimestrielles en permettant une analyse des évolutions à un trimestre d'écart et en évitant une mauvaise interprétation des données brutes.

La présente publication va plus loin, puisqu'un détail des recettes et des dépenses publiques est également présenté en termes désaisonnés.



# Commentaire

La présente édition des comptes des secteurs porte sur le quatrième trimestre de l'année 2012. Les comptes des secteurs sont établis à prix courants.

## ***Taux d'épargne brut des ménages en légère baisse au cours du quatrième trimestre de 2012***

Le taux d'épargne brut des ménages, tel que défini dans le cadre des comptes nationaux, présente de fortes fluctuations de trimestre à trimestre<sup>1</sup>. Afin de dégager les évolutions plus fondamentales, il est préférable de considérer les chiffres après correction des variations saisonnières et des effets de calendrier. Il ressort de ces chiffres qu'au cours du quatrième trimestre de 2012, le taux d'épargne brut a de nouveau légèrement fléchi pour se chiffrer à 15,5 %, contre 15,7 % un trimestre plus tôt.

L'évolution du taux d'épargne brut découle des développements enregistrés au niveau du revenu disponible brut<sup>2</sup> et de la consommation finale des ménages.

Le revenu disponible brut des ménages a augmenté de 0,4 % par rapport au trimestre précédent, dans la ligne de la hausse des rémunérations des salariés. La somme des autres composantes du revenu est resté quasi inchangé, l'augmentation des transferts sociaux (nets des cotisations) ayant été contrebalancée par la hausse des impôts directs. Avec une hausse de 0,6%, les dépenses de consommation finale ont évolué un peu plus rapidement que le revenu disponible, si bien que le taux d'épargne des ménages s'est quelque peu contracté.

## ***Diminution du taux d'investissement des ménages au quatrième trimestre de 2012***

Les dépenses d'investissement des ménages couvrent principalement la construction et la rénovation de logements. Le taux d'investissement mesure la part du revenu disponible brut que les ménages consacrent à ce type de dépenses.

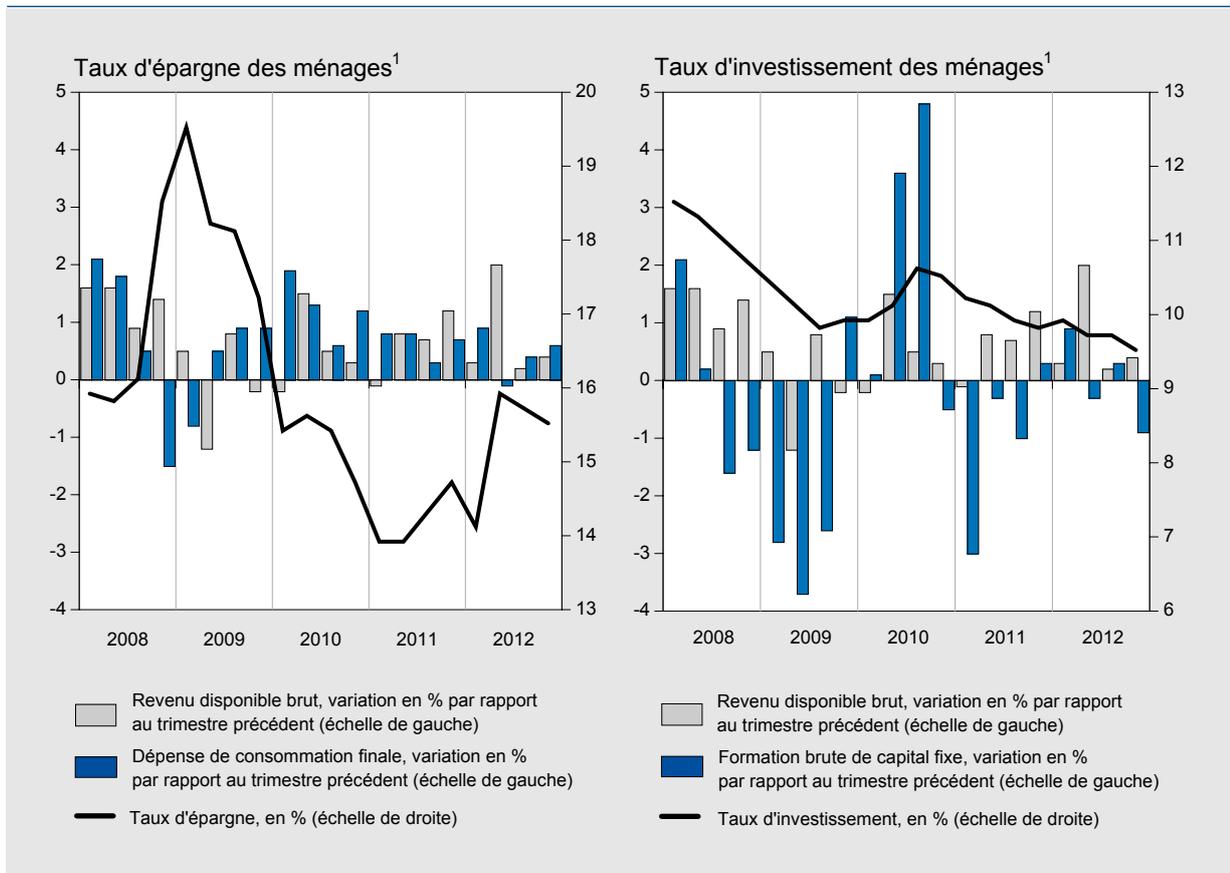
Le taux d'investissement des ménages s'est réduit à 9,5 % au cours du quatrième trimestre de 2012, soit une diminution de 0,2 point de pourcentage par rapport au troisième trimestre qui s'inscrit dans le cadre de la tendance baissière enregistrée depuis le quatrième trimestre de 2010. Les dépenses d'investissement se sont contractées de 0,9 % au cours du quatrième trimestre, alors que le revenu disponible augmentait de 0,4 %. Il faut remonter à 2004 pour retrouver un taux d'investissement des ménages aussi bas.

1 Le taux d'épargne brut est influencé par des éléments typiquement saisonniers tels que la perception du pécule de vacances et des dividendes (2e trimestre) ou de la prime de fin d'année (4e trimestre), de même que par des mouvements saisonniers dans les dépenses de consommation finale des ménages.

2 Le revenu disponible brut, établi selon la méthodologie des comptes nationaux, est calculé après déduction des impôts courants sur le revenu et le patrimoine. Le terme « brut » fait référence au fait que les amortissements sur le stock de capital détenu par les ménages (principalement les immeubles de logement) ne sont pas retranchés du revenu disponible. En outre, le revenu disponible brut est ajusté afin de tenir compte de la variation des droits des ménages sur les fonds de pension.

## GRAPHIQUE 1 INDICATEURS RELATIFS AUX MÉNAGES

(pourcentages)



### Nette contraction du taux de marge des sociétés non financières au quatrième trimestre de 2012

Calculé au départ des comptes nationaux, le taux de marge des sociétés non financières est défini comme l'excédent brut d'exploitation divisé par la valeur ajoutée brute. Cet indicateur mesure le pourcentage de la valeur ajoutée conservé par les sociétés non financières après le versement de la rémunération des salariés et des impôts sur la production (nets des subventions). En d'autres termes, il mesure la part de la valeur ajoutée, créée au cours du processus de production, qui sert à la rémunération du capital. Le concept de taux de marge ne doit pas être assimilé à une quelconque notion de rentabilité nette du capital puisque l'excédent brut d'exploitation est calculé notamment avant la prise en compte des revenus nets de la propriété et avant le versement des impôts directs à charge des sociétés.

Le taux de marge, ainsi que ses déterminants, sont considérés dans le présent commentaire après corrections des variations saisonnières et des effets de calendrier.

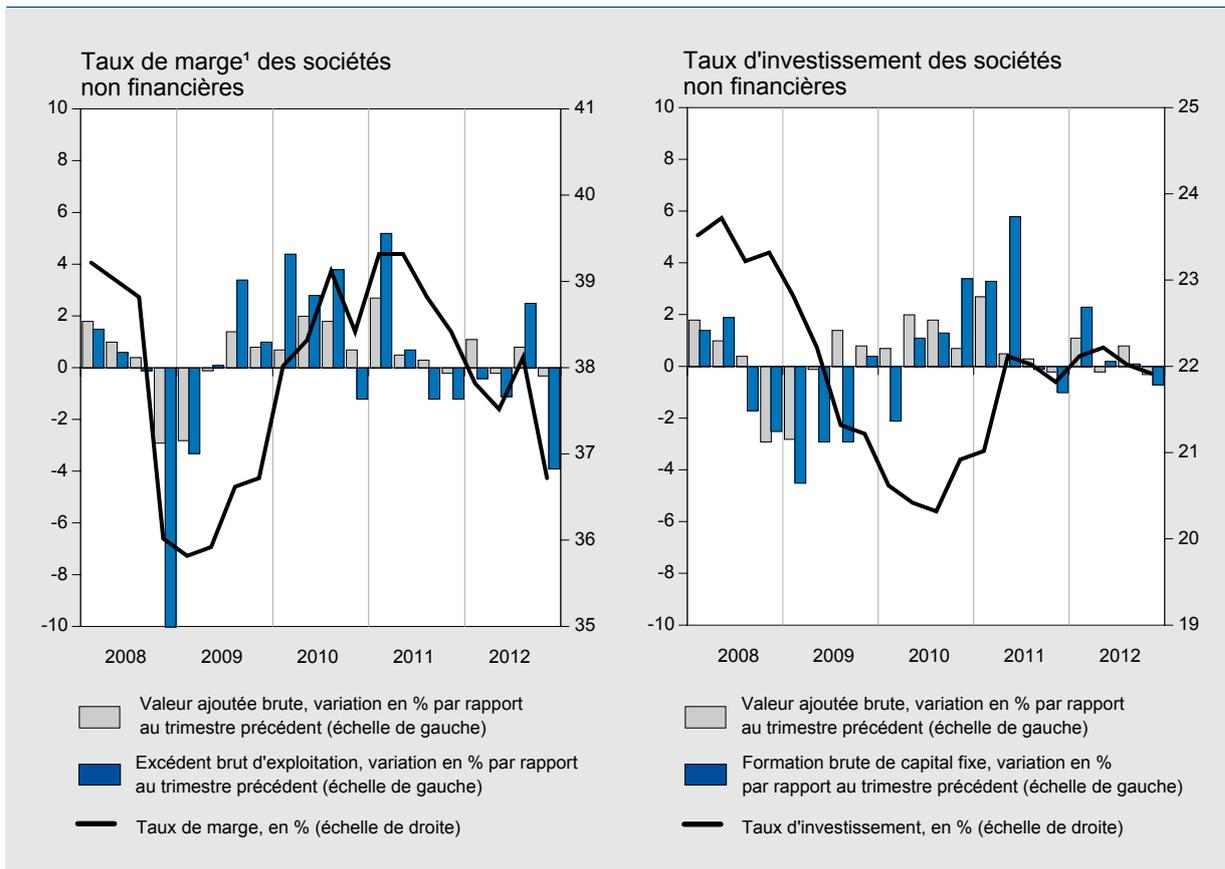
Le taux de marge des sociétés non financières s'est sensiblement contracté au quatrième trimestre de 2012 pour se chiffrer à 36,7 %, en baisse de 1,4 point de pourcentage par rapport au trimestre précédent où il avait temporairement rebondi. Au cours du quatrième trimestre, la valeur ajoutée brute des sociétés non financières s'est réduite de 0,3 % par rapport au troisième trimestre, alors que les rémunérations et les impôts nets des subventions sur la production à charge de ces sociétés ont augmenté de 2 %. Cette dernière hausse a été influencée par le paiement de la contribution de répartition à charge des exploitants nucléaires due pour 2012.

## Taux d'investissement des sociétés non financières en très légère baisse au quatrième trimestre de 2012

Le taux d'investissement des sociétés non financières s'est faiblement réduit, se chiffrant à 21,9 %. Alors que la valeur ajoutée brute des sociétés non financières diminuait de 0,3 % au cours du trimestre sous revue, leurs investissements se sont contractés plus fortement, de 0,7 %.

### GRAPHIQUE 2 INDICATEURS RELATIFS AUX SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES

(pourcentages)



Source: ICN.

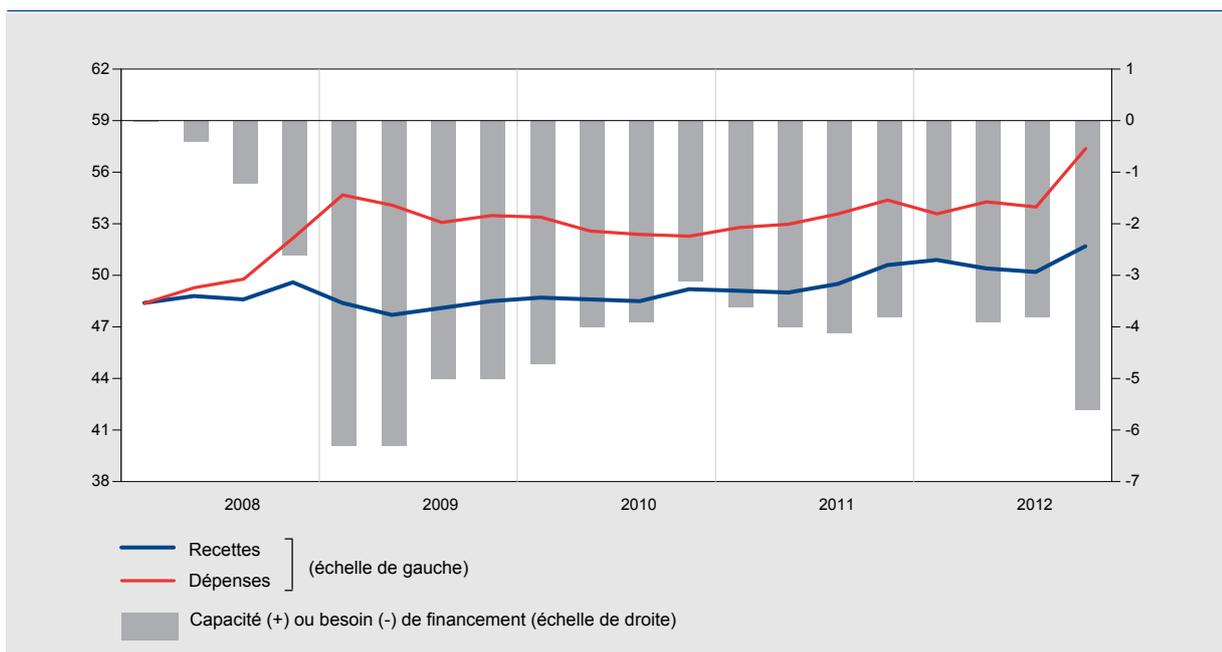
<sup>1</sup> Le taux de marge des sociétés non financières se définit comme l'excédent brut d'exploitation divisé par la valeur ajoutée brute. Cet indicateur désigne la part de la valeur ajoutée qui sert à la rémunération du capital. C'est le complément de la part des coûts salariaux (augmentés des impôts moins les subventions sur la production) dans la valeur ajoutée des sociétés non financières. Il ne s'agit donc pas d'un concept de profit au sens de la comptabilité d'entreprise (cf. note explicative en fin de publication).

### Suite à la recapitalisation de Dexia, le déficit public s'accroît fortement au 4e trimestre 2012

Au cours du quatrième trimestre, après correction des variations saisonnières et des effets de calendrier, le solde de financement SEC1995 des administrations publiques s'est détérioré pour atteindre 5,6 % du PIB. Les dépenses publiques ont atteint 57,3 % du PIB tandis que les recettes se sont établies à 51,6 % du PIB. Tant la croissance des dépenses que des recettes a été influencée par des éléments exceptionnels. Ainsi la croissance des dépenses a été influencée par la recapitalisation du holding Dexia (3,1 % du PIB du quatrième trimestre) tandis que les recettes ont bénéficié de la perception de la contribution de répartition à charge des exploitants nucléaires et du dividende intérimaire de Belgacom.

#### GRAPHIQUE 3 RECETTES, DÉPENSES ET SOLDE DE L'ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

(pourcentages du PIB, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)



Source: ICN.

## Repli du surplus de l'économie belge au quatrième trimestre de 2012

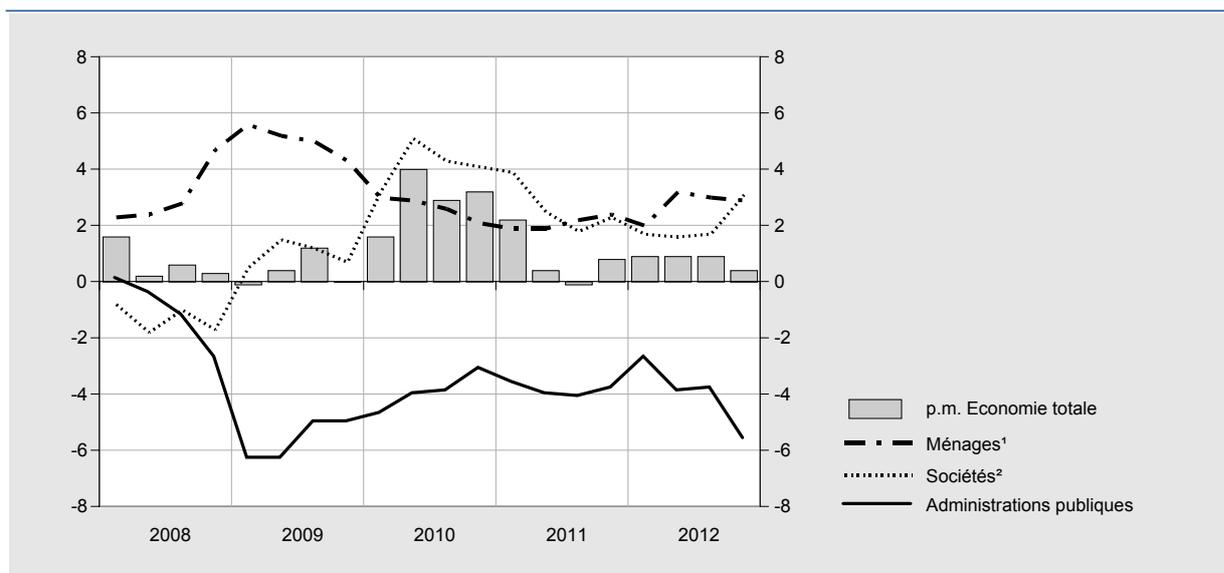
A l'image du solde des administrations publiques évoqué ci-dessus, les soldes sectoriels mesurent la capacité ou le besoin de financement de chacun des grands secteurs de l'économie. Un solde positif signifie qu'après la prise en compte de l'ensemble de ses ressources et de ses dépenses, le secteur considéré a la possibilité d'augmenter ses actifs financiers et/ou de réduire ses engagements financiers. A l'inverse, un solde négatif témoigne de la nécessité pour le secteur de vendre certains de ses actifs et/ou d'accroître son endettement afin de pouvoir financer ses opérations non financières.

Alors que la recapitalisation du holding Dexia à la fin de l'année 2012 a pesé sur le solde des administrations publiques, elle a, a contrario, contribué à l'amélioration du solde des sociétés qui est passé à 3,1 % du PIB au cours du quatrième trimestre, contre 1,7 % du PIB au cours du trimestre précédent. La capacité de financement des ménages s'est pour sa part quasi stabilisée, à 2,9 % du PIB.

Au total, l'économie belge – tous secteurs confondus – a dégagé un solde positif de 0,4 % du PIB au cours du quatrième trimestre de 2012, en baisse de 0,5 point de pourcentage par rapport à celui enregistré un trimestre plus tôt.

### GRAPHIQUE 4 SOLDES SECTORIELS

(pourcentages du PIB, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)



Source: ICN.

- 1 Y compris les ISBL au service des ménages.
- 2 Sociétés non financières et sociétés financières.



## Tableaux



## 1. COMPTES NON FINANCIERS DES MÉNAGES, ESTIMATIONS À PRIX COURANTS

### 1.1 DONNÉES BRUTES - CHIFFRES ABSOLUS

(millions d'euros, sauf mention contraire)

	2011	2012	2011				2012			
			I	II	III	IV	I	II	III	IV
Revenu disponible brut	226.746,3	234.444,8	53.734,7	60.583,6	54.735,5	57.692,5	55.317,4	63.254,9	56.726,6	59.145,9
Rémunération des salariés (reçues)	195.786,8	202.176,9	46.487,3	50.102,5	45.151,1	54.045,9	48.253,1	52.046,1	46.470,6	55.407,1
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte brut	46.269,6	47.506,3	11.321,2	11.628,3	11.386,4	11.933,7	11.685,2	11.909,8	11.697,7	12.213,6
Revenus de la propriété et autres transferts courants nets	32.582,6	33.555,6	6.136,9	13.177,1	6.713,3	6.555,3	6.092,0	13.834,2	6.969,8	6.659,6
Transferts sociaux nets <sup>1</sup>	171,4	576,1	179,2	835,5	1.368,3	-2.211,6	175,5	1.071,4	1.359,4	-2.030,2
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine (-)	48.064,1	49.370,1	10.389,9	15.159,8	9.883,6	12.630,8	10.888,4	15.606,6	9.770,9	13.104,2
Dépenses de consommation finale	194.690,9	198.755,7	46.284,2	48.722,2	47.971,7	51.712,8	47.582,4	49.529,8	48.874,1	52.769,4
Epargne brute	32.055,4	35.689,1	7.450,5	11.861,4	6.763,8	5.979,7	7.735,0	13.725,1	7.852,5	6.376,5
Formation brute de capital fixe	22.681,0	22.705,3	5.564,9	5.841,3	5.652,9	5.621,9	5.555,3	5.850,1	5.703,4	5.596,5
<b>Indicateurs clés :</b>										
Taux d'épargne (p.c.)	14,1	15,2	13,9	19,6	12,4	10,4	14,0	21,7	13,8	10,8
Taux d'investissement (p.c.)	10,0	9,7	10,4	9,6	10,3	9,7	10,0	9,2	10,1	9,5

**N.B.:** Y compris les ISBL au service des ménages.

<sup>1</sup> Sont pris en compte les prestations sociales et les cotisations sociales, ainsi que l'ajustement pour la variation des droits des ménages sur les fonds de pension.

### 1.2 DONNÉES CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES ET DES EFFETS DE CALENDRIER - CHIFFRES ABSOLUS

(millions d'euros, sauf mention contraire)

	2011	2012	2011				2012			
			I	II	III	IV	I	II	III	IV
Revenu disponible brut	226.910,2	234.660,1	56.018,2	56.468,4	56.883,5	57.540,1	57.692,7	58.831,2	58.962,1	59.174,1
Rémunération des salariés (reçues)	195.932,6	202.377,0	48.312,3	48.657,1	49.278,7	49.684,5	50.110,2	50.607,9	50.732,1	50.926,8
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte brut	46.269,7	47.506,4	11.472,7	11.546,6	11.592,6	11.657,8	11.782,9	11.830,2	11.916,6	11.976,7
Revenus de la propriété et autres transferts courants nets	32.600,5	33.572,6	8.299,9	8.125,5	8.074,9	8.100,2	8.157,3	8.458,7	8.479,2	8.477,4
Transferts sociaux nets <sup>1</sup>	171,4	574,0	2,3	61,6	72,2	35,3	20,1	224,3	49,5	280,1
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine (-)	48.064,0	49.369,9	12.069,0	11.922,4	12.134,9	11.937,7	12.377,8	12.289,9	12.215,3	12.486,9
Dépenses de consommation finale	194.691,0	198.675,1	48.218,2	48.623,4	48.753,8	49.095,6	49.541,0	49.466,7	49.688,8	49.978,6
Epargne brute	32.219,2	35.985,0	7.800,0	7.845,0	8.129,7	8.444,5	8.151,7	9.364,5	9.273,3	9.195,5
Formation brute de capital fixe	22.681,0	22.733,6	5.709,1	5.689,9	5.631,7	5.650,3	5.700,2	5.684,7	5.699,6	5.649,1
<b>Indicateurs clés :</b>										
Taux d'épargne (p.c.)	14,2	15,3	13,9	13,9	14,3	14,7	14,1	15,9	15,7	15,5
Taux d'investissement (p.c.)	10,0	9,7	10,2	10,1	9,9	9,8	9,9	9,7	9,7	9,5

**N.B.:** Y compris les ISBL au service des ménages.

<sup>1</sup> Sont pris en compte les prestations sociales et les cotisations sociales, ainsi que l'ajustement pour la variation des droits des ménages sur les fonds de pension.

### 1.3 DONNÉES CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES ET DES EFFETS DE CALENDRIER - POURCENTAGES DE VARIATION

(pourcentages de variation par rapport au trimestre précédent, sauf mention contraire)

	2011				2012			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Revenu disponible brut	-0,1	0,8	0,7	1,2	0,3	2,0	0,2	0,4
<i>Contribution à la croissance du revenu disponible brut: <sup>1</sup></i>								
Rémunération des salariés (reçues)	1,1	0,6	1,1	0,7	0,7	0,9	0,2	0,3
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte brut	0,0	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1
Revenus de la propriété et autres transferts courants nets	-0,4	-0,3	-0,1	0,0	0,1	0,5	0,0	0,0
Transferts sociaux nets <sup>2</sup>	-0,2	0,1	0,0	-0,1	0,0	0,4	-0,3	0,4
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine (-)	-0,7	0,3	-0,4	0,3	-0,8	0,2	0,1	-0,5
Dépenses de consommation finale	0,8	0,8	0,3	0,7	0,9	-0,1	0,4	0,6
Épargne brute	-5,5	0,6	3,6	3,9	-3,5	14,9	-1,0	-0,8
Formation brute de capital fixe	-3,0	-0,3	-1,0	0,3	0,9	-0,3	0,3	-0,9

**N.B.:** Y compris les ISBL au service des ménages.

<sup>1</sup> La contribution d'une composante à la croissance de l'agrégat dont elle fait partie est égale au produit du taux de croissance de cette composante par son poids dans l'agrégat à la période précédente.

<sup>2</sup> Sont pris en compte les prestations sociales et les cotisations sociales, ainsi que l'ajustement pour la variation des droits des ménages sur les fonds de pension.

## 2. COMPTES NON FINANCIERS DES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES, ESTIMATIONS À PRIX COURANTS

### 2.1 DONNÉES BRUTES - CHIFFRES ABSOLUS

(millions d'euros, sauf mention contraire)

	2011	2012	2011				2012			
			I	II	III	IV	I	II	III	IV
Valeur ajoutée brute	203.949,9	206.475,7	49.317,0	51.983,9	49.591,6	53.057,4	50.239,7	52.278,1	50.089,7	53.868,2
Rémunération des salariés (payées)	129.374,0	133.527,2	30.296,9	33.208,8	29.441,8	36.426,5	31.508,7	34.504,4	30.220,3	37.293,8
Autres impôts moins subventions sur la production	-4.907,0	-4.339,1	-1.133,3	-1.110,9	-1.328,4	-1.334,4	-1.054,1	-1.194,5	-1.423,2	-667,3
Excédent brut d'exploitation	79.482,9	77.287,7	20.153,3	19.886,1	21.478,2	17.965,3	19.785,1	18.968,2	21.292,6	17.241,8
Formation brute de capital fixe	44.371,9	45.807,2	9.359,6	11.661,6	10.071,6	13.279,1	10.128,8	11.798,1	10.280,7	13.599,6
<b>Indicateurs clefs :</b>										
Taux de marge (p.c.) <sup>1</sup>	39,0	37,4	40,9	38,3	43,3	33,9	39,4	36,3	42,5	32,0
Taux d'investissement (p.c.)	21,8	22,2	19,0	22,4	20,3	25,0	20,2	22,6	20,5	25,2

<sup>1</sup> Le taux de marge des sociétés non financières se définit comme l'excédent brut d'exploitation divisé par la valeur ajoutée brute. Cet indicateur mesure le pourcentage de la valeur ajoutée conservé par les sociétés non financières après le versement de la rémunération des salariés et des impôts sur la production (nets des subventions). Pour une définition plus détaillée, se référer à la note explicative en fin de publication.

### 2.2 DONNÉES CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES ET DES EFFETS DE CALENDRIER - CHIFFRES ABSOLUS

(millions d'euros, sauf mention contraire)

	2011	2012	2011				2012			
			I	II	III	IV	I	II	III	IV
Valeur ajoutée brute	204.073,3	207.030,6	50.767,2	51.026,3	51.179,5	51.100,3	51.665,8	51.549,3	51.975,0	51.840,5
Rémunération des salariés (payées)	129.510,1	133.706,2	31.945,1	32.147,1	32.564,8	32.853,1	33.156,0	33.499,5	33.485,4	33.565,3
Autres impôts moins subventions sur la production	-4.906,9	-4.339,1	-1.117,8	-1.199,6	-1.229,5	-1.360,0	-1.028,2	-1.267,9	-1.303,2	-739,8
Excédent brut d'exploitation	79.470,0	77.663,7	19.939,9	20.078,7	19.844,2	19.607,2	19.538,0	19.317,7	19.792,9	19.015,1
Formation brute de capital fixe	44.372,0	45.696,8	10.661,4	11.279,0	11.270,2	11.161,4	11.419,1	11.445,8	11.458,2	11.373,7
<b>Indicateurs clefs :</b>										
Taux de marge (p.c.) <sup>1</sup>	38,9	37,5	39,3	39,3	38,8	38,4	37,8	37,5	38,1	36,7
Taux d'investissement (p.c.)	21,7	22,1	21,0	22,1	22,0	21,8	22,1	22,2	22,0	21,9

<sup>1</sup> Le taux de marge des sociétés non financières se définit comme l'excédent brut d'exploitation divisé par la valeur ajoutée brute. Cet indicateur mesure le pourcentage de la valeur ajoutée conservé par les sociétés non financières après le versement de la rémunération des salariés et des impôts sur la production (nets des subventions). Pour une définition plus détaillée, se référer à la note explicative en fin de publication.

### 2.3 DONNÉES CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES ET DES EFFETS DE CALENDRIER - POURCENTAGES DE VARIATION

(pourcentages de variation par rapport au trimestre précédent)

	2011				2012			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Valeur ajoutée brute	2,7	0,5	0,3	-0,2	1,1	-0,2	0,8	-0,3
Rémunérations des salariés et autres impôts moins subventions sur la production	1,2	0,4	1,3	0,5	2,0	0,3	-0,2	2,0
dont rémunérations des salariés (payées)	1,7	0,6	1,3	0,9	0,9	1,0	0,0	0,2
Excédent brut d'exploitation	5,2	0,7	-1,2	-1,2	-0,4	-1,1	2,5	-3,9
Formation brute de capital fixe	3,3	5,8	-0,1	-1,0	2,3	0,2	0,1	-0,7

## 3. COMPTES NON FINANCIERS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES, ESTIMATIONS À PRIX COURANTS

## 3.1 TABLEAU SYNOPTIQUE DES RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ OU BESOIN DE FINANCEMENT DE L'ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES - CHIFFRES ABSOLUS

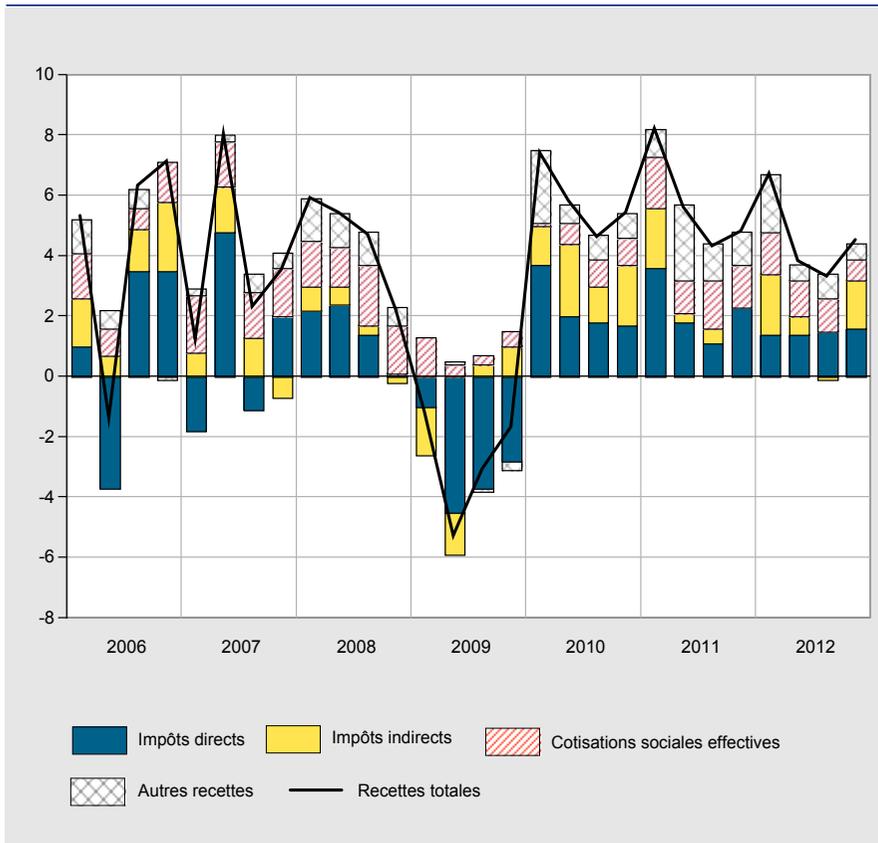
(millions d'euros, données brutes)

	2011	2012	2011				2012				
			I	II	III	IV	I	II	III	IV	
<b>Recettes</b>											
Recettes fiscales et parafiscales	160.933,7	168.095,0	35.479,4	43.884,5	35.326,6	46.243,3	37.570,2	45.615,7	36.497,8	48.411,3	
Impôts directs	59.113,0	61.810,4	11.440,1	18.626,4	11.771,5	17.275,1	11.997,2	19.357,9	12.355,6	18.099,7	
Ménages	47.697,7	49.003,6	10.290,7	15.060,3	9.801,1	12.545,7	10.786,4	15.511,0	9.686,2	13.019,8	
Sociétés	11.272,5	12.676,6	1.123,1	3.505,3	1.945,1	4.699,0	1.183,1	3.795,0	2.636,5	5.062,1	
Autres secteurs	142,8	130,2	26,4	60,8	25,2	30,3	27,7	51,9	32,8	17,8	
Impôts indirects	46.546,6	48.490,5	10.843,4	11.635,4	11.137,4	12.930,4	11.683,4	11.938,2	11.115,4	13.753,5	
Cotisations sociales effectives	52.607,6	54.654,7	12.584,5	12.930,6	11.771,2	15.321,3	13.166,1	13.570,1	12.213,9	15.704,6	
Impôts en capital	2.666,5	3.139,4	611,4	692,1	646,5	716,5	723,5	749,5	812,9	853,5	
Cotisations sociales imputées	8.967,0	9.367,1	2.187,9	2.226,5	2.261,1	2.291,7	2.318,4	2.338,4	2.351,8	2.358,5	
Intérêts reçus	753,5	752,1	188,8	187,6	189,0	188,0	188,9	188,2	187,6	187,4	
Autres revenus de la propriété	3.041,7	3.080,8	665,1	2.136,1	74,9	165,7	729,0	2.011,1	73,4	267,5	
Transferts courants en provenance des autres secteurs	3.145,2	3.478,3	726,1	746,4	752,6	920,1	827,3	926,0	845,5	879,5	
Ventes courantes de biens et services produits	5.918,1	6.051,1	1.453,4	1.474,0	1.489,8	1.500,9	1.507,2	1.512,0	1.515,2	1.516,8	
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	281,7	497,2	51,5	59,2	110,1	60,7	355,3	49,9	46,8	45,2	
<b>Total Recettes</b>	<b>183.040,9</b>	<b>191.321,6</b>	<b>40.752,3</b>	<b>50.714,2</b>	<b>40.204,1</b>	<b>51.370,4</b>	<b>43.496,4</b>	<b>52.641,1</b>	<b>41.518,0</b>	<b>53.666,0</b>	
<b>Dépenses</b>											
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	172.951,2	179.573,9	42.967,8	43.365,4	42.208,9	44.408,6	44.695,1	45.596,5	43.461,0	45.821,1	
Rémunérations des salariés	46.562,4	48.191,6	11.361,1	11.696,7	11.156,1	12.348,4	11.791,6	12.118,3	11.537,7	12.744,0	
Consommation intermédiaire et impôts payés	13.660,5	13.808,7	3.277,2	3.402,1	3.367,6	3.613,4	3.366,3	3.408,1	3.363,3	3.671,0	
Subventions aux entreprises	10.150,9	10.120,6	2.496,2	2.536,4	2.557,8	2.560,4	2.544,3	2.532,2	2.524,1	2.520,0	
Prestations sociales	92.859,6	97.344,7	22.939,6	23.664,0	22.883,4	23.372,5	24.042,5	25.085,6	23.816,7	24.399,9	
En espèces	63.261,5	66.380,5	15.373,5	16.361,3	15.777,3	15.749,3	16.121,9	17.437,8	16.376,4	16.444,3	
En nature fournies par des producteurs marchands	29.598,1	30.964,2	7.566,1	7.302,7	7.106,1	7.623,2	7.920,6	7.647,7	7.440,3	7.955,5	
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	5.399,7	5.655,3	1.615,2	1.254,3	1.241,1	1.289,1	1.556,0	1.470,4	1.297,5	1.331,3	
Transferts courants aux entreprises	210,6	214,9	52,4	52,5	52,7	53,0	53,4	53,7	53,9	53,9	
Transferts courants au reste du monde	4.107,5	4.238,1	1.226,1	759,4	950,2	1.171,8	1.341,0	928,3	867,8	1.101,1	
Charges d'intérêts	12.764,8	13.301,6	3.064,9	3.168,8	3.255,9	3.275,1	3.295,2	3.333,8	3.372,5	3.300,3	
Dépenses en capital	11.675,7	13.614,7	2.671,1	2.817,3	2.742,4	3.444,7	2.724,4	2.569,6	2.627,6	5.693,2	
Formation brute de capital fixe	6.507,9	6.572,8	1.519,4	1.581,0	1.669,0	1.738,5	1.588,3	1.574,4	1.622,6	1.787,6	
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	-219,6	-145,4	-4,4	-2,2	-72,4	-140,7	-1,3	-1,8	-79,9	-62,4	
Transferts en capital aux autres secteurs	5.387,4	7.187,3	1.156,1	1.238,5	1.145,8	1.846,9	1.137,4	997,0	1.084,9	3.968,0	
<b>Total Dépenses</b>	<b>197.391,7</b>	<b>206.490,2</b>	<b>48.703,8</b>	<b>49.351,6</b>	<b>48.207,3</b>	<b>51.128,7</b>	<b>50.714,6</b>	<b>51.499,9</b>	<b>49.461,0</b>	<b>54.814,8</b>	
<b>Epargne brute</b>	<b>-5.623,3</b>	<b>-5.190,5</b>	<b>-5.943,3</b>	<b>3.428,7</b>	<b>-6.017,3</b>	<b>2.909,5</b>	<b>-5.572,7</b>	<b>2.911,4</b>	<b>-6.175,2</b>	<b>3.645,9</b>	
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>-14.350,8</b>	<b>-15.168,6</b>	<b>-7.951,5</b>	<b>1.362,6</b>	<b>-8.003,2</b>	<b>241,6</b>	<b>-7.218,2</b>	<b>1.141,2</b>	<b>-7.943,0</b>	<b>-1.148,8</b>	
<b>Solde primaire</b>	<b>-1.586,0</b>	<b>-1.867,0</b>	<b>-4.886,6</b>	<b>4.531,4</b>	<b>-4.747,3</b>	<b>3.516,7</b>	<b>-3.923,0</b>	<b>4.475,0</b>	<b>-4.570,5</b>	<b>2.151,5</b>	
<b>p.m. Capacité (+)/besoin de financement (-) selon la Procédure déficit excessif</b>	<b>-13.776,9</b>	<b>-14.851,4</b>	<b>-7.748,9</b>	<b>1.534,8</b>	<b>-7.865,0</b>	<b>302,5</b>	<b>-7.159,4</b>	<b>1.204,8</b>	<b>-7.842,0</b>	<b>-1.054,9</b>	
p.m. Impôts indirects (y compris les impôts cédés aux institutions de l'Union européenne)	48.317,6	50.263,9	11.289,1	12.072,2	11.589,8	13.366,4	12.118,2	12.377,3	11.586,4	14.182,0	

### 3.2 RECETTES ET DÉPENSES: CONTRIBUTION DES COMPOSANTES À LA VARIATION TOTALE À UN AN D'ÉCART

#### RECETTES

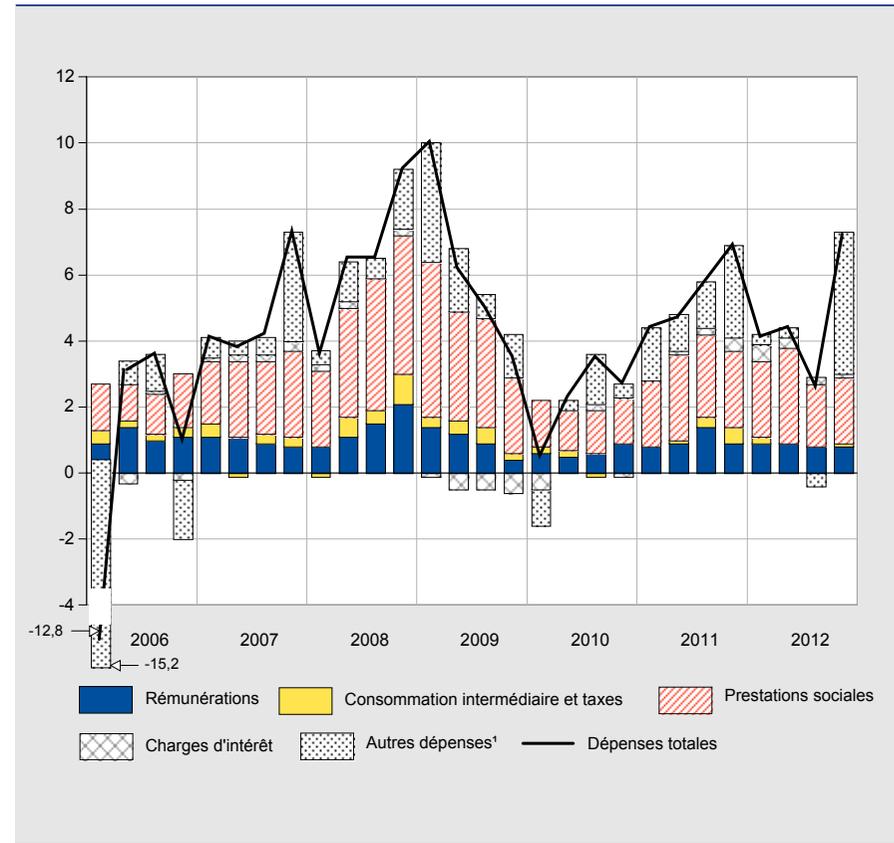
(points de pourcentages, donnée brutes)



Source: ICN

#### DÉPENSES

(points de pourcentages, donnée brutes)



Source: ICN

<sup>1</sup> La forte hausse des autres dépenses au premier trimestre de 2005 et, en contrepartie, la forte baisse au premier trimestre de 2006, sont liées à la reprise de la majeure partie de la dette de la SNCB par le FIF (Fonds de l'infrastructure ferroviaire), qui relève du secteur des administrations publiques.

### 3.3 RECETTES ET DÉPENSES DE L'ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES - CHIFFRES ABSOLUS

(millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2011	2012	2011				2012			
			I	II	III	IV	I	II	III	IV
<b>Recettes</b>										
Impôts directs	59.113,0	61.810,4	14.651,9	14.504,8	14.677,5	15.278,8	15.182,6	15.254,3	15.417,0	15.956,5
Impôts indirects	46.546,6	48.490,5	11.503,8	11.569,2	11.650,8	11.822,8	12.381,5	11.878,7	11.647,7	12.582,6
Cotisations sociales effectives	52.607,6	54.654,6	12.937,8	13.013,9	13.268,5	13.387,4	13.527,6	13.643,7	13.752,0	13.731,3
Autres recettes	24.776,1	26.367,2	5.942,8	6.093,8	6.220,9	6.518,6	6.699,7	6.460,0	6.482,0	6.725,5
<b>Total Recettes</b>	<b>183.043,3</b>	<b>191.322,7</b>	<b>45.036,3</b>	<b>45.181,7</b>	<b>45.817,7</b>	<b>47.007,6</b>	<b>47.791,4</b>	<b>47.236,7</b>	<b>47.298,7</b>	<b>48.995,9</b>
<b>Dépenses</b>										
Rémunérations des salariés	46.562,3	48.191,7	11.453,9	11.576,8	11.730,5	11.801,1	11.903,8	12.001,2	12.096,9	12.189,8
Consommation intermédiaire et impôts payés	13.660,4	13.808,6	3.334,7	3.396,8	3.447,1	3.481,8	3.435,5	3.418,7	3.443,3	3.511,1
Prestations sociales	92.859,7	97.344,7	22.783,9	23.013,6	23.425,9	23.636,3	23.900,4	24.352,7	24.398,9	24.692,7
Charges d'intérêts	12.764,7	13.301,7	3.116,0	3.165,2	3.204,6	3.278,9	3.312,4	3.322,9	3.338,9	3.327,5
Autres dépenses	31.544,2	33.843,6	7.668,6	7.686,2	7.798,1	8.391,3	7.822,3	7.797,5	7.624,1	10.599,7
<b>Total Dépenses</b>	<b>197.391,3</b>	<b>206.490,3</b>	<b>48.357,1</b>	<b>48.838,6</b>	<b>49.606,2</b>	<b>50.589,4</b>	<b>50.374,4</b>	<b>50.893,0</b>	<b>50.902,1</b>	<b>54.320,8</b>
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>-14.348,1</b>	<b>-15.167,7</b>	<b>-3.320,8</b>	<b>-3.656,9</b>	<b>-3.788,5</b>	<b>-3.581,9</b>	<b>-2.583,0</b>	<b>-3.656,3</b>	<b>-3.603,5</b>	<b>-5.324,9</b>

### 3.4 RECETTES ET DÉPENSES DE L'ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES - POURCENTAGES DE VARIATION

(pourcentages de variation par rapport à la période précédente, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2011	2012	2011				2012			
			I	II	III	IV	I	II	III	IV
<b>Recettes</b>										
Impôts directs	6,7	4,6	4,0	-1,0	1,2	4,1	-0,6	0,5	1,1	3,5
Impôts indirects	2,3	4,2	-2,8	0,6	0,7	1,5	4,7	-4,1	-1,9	8,0
Cotisations sociales effectives	4,8	3,9	1,2	0,6	2,0	0,9	1,0	0,9	0,8	-0,2
Autres recettes	11,6	6,4	1,9	2,5	2,1	4,8	2,8	-3,6	0,3	3,8
<b>Total Recettes</b>	<b>5,6</b>	<b>4,5</b>	<b>1,1</b>	<b>0,3</b>	<b>1,4</b>	<b>2,6</b>	<b>1,7</b>	<b>-1,2</b>	<b>0,1</b>	<b>3,6</b>
<b>Dépenses</b>										
Rémunérations des salariés	4,2	3,5	1,0	1,1	1,3	0,6	0,9	0,8	0,8	0,8
Consommation intermédiaire et impôts payés	2,8	1,1	0,8	1,9	1,5	1,0	-1,3	-0,5	0,7	2,0
Prestations sociales	5,0	4,8	1,4	1,0	1,8	0,9	1,1	1,9	0,2	1,2
Charges d'intérêts	2,3	4,2	0,0	1,6	1,2	2,3	1,0	0,3	0,5	-0,3
Autres dépenses	11,4	7,3	8,2	0,2	1,5	7,6	-6,8	-0,3	-2,2	39,0
<b>Total Dépenses</b>	<b>5,5</b>	<b>4,6</b>	<b>2,2</b>	<b>1,0</b>	<b>1,6</b>	<b>2,0</b>	<b>-0,4</b>	<b>1,0</b>	<b>0,0</b>	<b>6,7</b>

#### 4. SOLDES NON FINANCIERS DES MÉNAGES, DES SOCIÉTÉS ET DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES, ESTIMATIONS À PRIX COURANTS

##### 4.1 DONNÉES CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES ET DES EFFETS DE CALENDRIER - CHIFFRES ABSOLUS

(millions d'euros)

	2011	2012	2011				2012			
			I	II	III	IV	I	II	III	IV
Capacité (+) ou besoin (-) de financement des ménages <sup>1</sup>	7.673,5	10.447,6	1.734,0	1.711,6	2.031,6	2.196,3	1.887,8	3.010,2	2.828,2	2.721,4
Capacité (+) ou besoin (-) de financement des sociétés <sup>2</sup>	9.742,3	7.606,2	3.618,9	2.319,9	1.703,5	2.100,0	1.556,9	1.478,9	1.619,7	2.950,7
Capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations publiques	-14.348,0	-15.167,5	-3.320,8	-3.656,8	-3.788,5	-3.581,9	-2.582,9	-3.656,3	-3.603,5	-5.324,8
Capacité (+) ou besoin (-) de financement de l'économie totale	3.067,8	2.886,3	2.032,1	374,7	-53,4	714,4	861,8	832,8	844,4	347,3

<sup>1</sup> Y compris les ISBL au service des ménages.

<sup>2</sup> Sociétés non financières et sociétés financières.

##### 4.2 DONNÉES CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES ET DES EFFETS DE CALENDRIER - POURCENTAGES DU PIB

	2011	2012	2011				2012			
			I	II	III	IV	I	II	III	IV
Capacité (+) ou besoin (-) de financement des ménages <sup>1</sup>	2,1	2,8	1,9	1,9	2,2	2,4	2,0	3,2	3,0	2,9
Capacité (+) ou besoin (-) de financement des sociétés <sup>2</sup>	2,6	2,0	3,9	2,5	1,8	2,3	1,7	1,6	1,7	3,1
Capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations publiques	-3,9	-4,0	-3,6	-4,0	-4,1	-3,8	-2,7	-3,9	-3,8	-5,6
Capacité (+) ou besoin (-) de financement de l'économie totale	0,8	0,8	2,2	0,4	-0,1	0,8	0,9	0,9	0,9	0,4

<sup>1</sup> Y compris les ISBL au service des ménages.

<sup>2</sup> Sociétés non financières et sociétés financières.



# Note explicative

## 1. Cadre général

Les comptes non financiers des secteurs institutionnels, estimés à prix courants, constituent une vaste base de données, intégrée et cohérente, qui comprend, pour chaque secteur (ménages, sociétés et administrations publiques) la séquence complète de ses comptes. Celle-ci décrit les opérations de production, les opérations de formation des revenus et de redistribution de ces derniers, notamment par l'intermédiaire de l'intervention des pouvoirs publics, ainsi que les opérations d'utilisation des revenus sous forme de consommation, d'épargne ou d'investissement. Au final, le compte de chaque secteur institutionnel débouche sur un solde qui correspond à sa capacité ou à son besoin de financement.

Les comptes trimestriels des secteurs institutionnels sont constitués en complétant l'information statistique déjà disponible - notamment les comptes nationaux trimestriels et les comptes des administrations publiques - par des estimations développées par ailleurs.

Les comptes trimestriels des secteurs sont particulièrement denses et étendus. L'ICN a fait le choix, dans un souci didactique, de ne diffuser qu'une sélection d'indicateurs, ainsi que leurs principales composantes. La sélection de statistiques relatives aux comptes non financiers trimestriels des secteurs institutionnels a pour objectif de mettre en évidence l'information principale qui peut être extraite de ces comptes. Les indicateurs et leurs composantes sont publiés avec un délai de 105 jours calendrier après la fin du trimestre auquel ils se rapportent. Ces indicateurs trimestriels sont établis en parfaite cohérence avec leur équivalent en base annuelle.

## 2. Indicateurs clefs

Les indicateurs retenus sont au nombre de quatre:

- le **taux d'épargne brut des ménages** qui est défini comme l'épargne brute divisée par le revenu disponible brut (ajusté de la variation des droits des ménages sur les fonds de pension). Les concepts d'épargne et de revenu peuvent être exprimés en termes nets ou bruts selon que leur mesure est ou n'est pas amputée par l'amortissement du stock de capital, lequel consiste principalement dans les logements neufs construits par les ménages. Dans les comptes nationaux belges, les concepts bruts sont privilégiés. L'épargne correspond à la différence entre le revenu disponible brut des ménages (après impôts directs) et leurs dépenses de consommation finale. L'épargne est donc mesurée avant la prise en compte des dépenses d'investissement. Le SEC 1995 envisage en effet l'épargne comme un moyen de financer l'investissement qu'il soit de nature financière ou immobilière. Ce n'est qu'après avoir déduit la formation brutes de capital fixe des ménages (ainsi que d'autres dépenses en capital plus marginales) que l'on mesure la capacité de financement c'est-à-dire la capacité des ménages à constituer des actifs financiers et/ou à réduire les engagements financiers qu'ils ont contractés (cf. infra);

- le **taux d'investissement brut des ménages** qui est défini comme la formation brute de capital fixe divisée par le revenu disponible brut (ajusté de la variation des droits des ménages sur les fonds de pension);
- le **taux de marge des sociétés non financières** qui est défini comme l'excédent brut d'exploitation divisé par la valeur ajoutée brute. Cet indicateur mesure le pourcentage de la valeur ajoutée conservé par les sociétés non financières après le versement de la rémunération des salariés et des impôts sur la production (nets des subventions). A noter que l'excédent brut d'exploitation est calculé notamment avant la prise en compte des revenus nets de la propriété et avant le versement des impôts directs. Il ne tient non plus pas compte des pertes ou des gains en capital réalisés sur les actifs financiers notamment. Le taux de marge sera dorénavant utilisé comme terminologie en lieu et place de la "part des profits" sans qu'il n'y ait de modification quant à la manière de calculer l'indicateur ;
- le **taux d'investissement brut des sociétés non financières** qui est défini comme la formation brute de capital fixe divisée par la valeur ajoutée brute.

Les quatre indicateurs mentionnés ci-dessus sont précisément ceux qui ont été sélectionnés par Eurostat pour mettre en évidence l'information statistique contenue dans les comptes trimestriels établis pour l'ensemble de l'Union européenne et pour la zone euro<sup>1</sup>.

Aucun indicateur spécifique aux sociétés financières n'a été retenu dans la mesure où les comptes non financiers de ces sociétés reposent sur une information trimestrielle plus limitée et sont par conséquent jugés moins pertinents.

Les indicateurs sélectionnés présentent de fortes fluctuations de trimestre à trimestre, de sorte qu'une interprétation économique valable ne peut se faire qu'en comparant les évolutions des séries trimestrielles brutes à un an d'écart ou en considérant les évolutions à un trimestre d'écart des séries corrigées des variations saisonnières et, le cas échéant, des effets de calendrier. Tant les indicateurs bruts que leurs équivalents corrigés des variations saisonnières et des effets de calendrier sont publiés. **Les commentaires repris en début de publication portent sur les indicateurs désaisonnalisés.**

Les quatre indicateurs retenus sont complétés par le **besoin ou la capacité de financement des secteurs** de l'économie belge (ménages, ensemble des sociétés qu'elles soient non financières ou financières et administrations publiques). Les soldes sont présentés en données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier. Ils peuvent être exprimés en pourcentage du PIB, lui aussi désaisonné.

### 3. Composition détaillée des rubriques des comptes des ménages et des sociétés non financières

Le tableau suivant détaille la composition précise, selon la nomenclature SEC 1995, des postes figurant dans les différents tableaux relatifs aux comptes des ménages et aux comptes de sociétés non financières: au besoin, « /R »<sup>2</sup> fait référence à un poste repris en tant que ressources (c'est-à-dire une recette) du compte envisagé et « /U »<sup>3</sup> fait référence à un poste repris en tant qu'emplois (soit une dépense) dans le compte. Dans les tableaux, le terme « net » fait d'ailleurs référence à la différence entre les montants qui figurent en ressources et ceux qui figurent en emplois pour un même poste.

1 Ces comptes européens sont constitués au départ des comptes établis par chaque État membre. Les comptes européens sont disponibles sur le site d'Eurostat: [http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/sector\\_accounts/introduction](http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/sector_accounts/introduction).

2 «R» fait référence au mot anglais « Resources ».

3 «U» fait référence au mot anglais « Uses ».

**TABLEAU 1 COMPTES NON FINANCIERS DES MÉNAGES**

(y compris les institutions sans but lucratif au service des ménages)

	Codes SEC1995 <sup>1</sup> (secteur S14 + secteur S15)
Revenu disponible brut <sup>2</sup>	B.6G+D.8/R avec B.6G=B.6+K.1
Rémunération des salariés (reçues)	D.1/R
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte brut	B.2+B.3+K.1
Revenus nets de la propriété et autres transferts courants nets	D.4/R-D.4/U+D.7/R-D.7/U
Transferts sociaux nets <sup>2</sup>	D.62/R-D.61/U+D.8/R
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	D.5/U
Dépenses de consommation finale	P.3
Épargne brute	B.8G = B.6G+D.8/R-P.3
Formation brute de capital fixe	P.51
<b>Indicateurs clefs</b>	
Taux d'épargne	B.8G / (B.6G+D.8/R)
Taux d'investissement	P.51 / (B.6G+D.8/R)

<sup>1</sup> Les extensions « /R » et « /U » font référence aux mots anglais « Resources » et « Uses » pour désigner respectivement une ressource ou un emploi dans la séquence du compte.

<sup>2</sup> Y compris l'ajustement pour la variation des droits des ménages sur les fonds de pension.

**TABLEAU 2 COMPTES NON FINANCIERS DES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES**

	Codes SEC1995 <sup>1</sup> (secteur S11)
Valeur ajoutée brute	B.1G avec B.1G=B.1n+K.1
Rémunération des salariés (payées)	D.1/U
Autres impôts moins subventions sur la production	D.29-D.39
Excédent brut d'exploitation	B.2G = B.2+K.1; B.2G=B.1G-D.1/U-D.29+D.39
Formation brute de capital fixe	P.51
<b>Indicateurs clefs</b>	
Taux de marge	B.2G / B.1G
Taux d'investissement	P.51 / B.1G

<sup>1</sup> Les extensions « /R » et « /U » font référence aux mots anglais « Resources » et « Uses » pour désigner respectivement une ressource ou un emploi dans la séquence du compte.

## 4. Références méthodologiques

### COMPTES DE LA BELGIQUE

Une description détaillée des méthodes suivies en Belgique pour l'établissement des comptes trimestriels des secteurs peut être trouvée dans les documents suivants, disponibles sur le site internet de la BNB:

«Précisions méthodologiques relatives aux comptes non financiers trimestriels des administrations publiques», (Avril 2007) <sup>1</sup>;

«Quarterly Non-Financial Accounts by Institutional Sector (QSA) in Belgium: Sources and Methods» (Mai 2010)<sup>2</sup>;

«Quarterly Non-Financial Accounts by Institutional Sector (QSA) in Belgium: Ex-post Quality Assessment and Development of Seasonally Adjusted Data» (Juin 2010)<sup>3</sup>.

### COMPTES EUROPÉENS

Sur le site d'Eurostat, le lecteur intéressé peut trouver un document résumant les sources et méthodes suivies par chaque Etat membre pour l'établissement des comptes trimestriels des secteurs. Ce document présente également les méthodes d'agrégation mises en place pour aboutir aux comptes européens:

«Quarterly Non-financial Sector Accounts - European Inventory of Sources and Methods - »<sup>4</sup>.

1 [http://www.nbb.be/doc/dq/E\\_method/M\\_NFA061V.pdf](http://www.nbb.be/doc/dq/E_method/M_NFA061V.pdf)

2 [http://www.nbb.be/doc/dq/E\\_method/M\\_QSAmethodology2ed.pdf](http://www.nbb.be/doc/dq/E_method/M_QSAmethodology2ed.pdf)

3 [http://www.nbb.be/doc/dq/E\\_method/M\\_b083-report.pdf](http://www.nbb.be/doc/dq/E_method/M_b083-report.pdf)

4 [http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/pls/portal/!PORTAL.wwpob\\_page.show?\\_docname=2270303.PDF](http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/pls/portal/!PORTAL.wwpob_page.show?_docname=2270303.PDF)

## Publications de l'ICN - Personnes de contact

L'Institut des comptes nationaux publie, outre les principaux agrégats, d'autres chiffres tirés des comptes nationaux et régionaux. La grande majorité des données sont disponibles en format pdf via l'hyperlien:

<http://www.nbb.be/doc/DQ/F/planningPapPub.htm>

Les données chiffrées peuvent être obtenues via la banque de données interactive Belgostat Online. Vous trouverez ci-dessous une brève description de chaque publication.

### 1. Comptes nationaux détaillés

La publication des comptes nationaux détaillés paraît à la fin juillet. Elle consiste en tableaux détaillés sur la composition et la répartition du produit intérieur, le compte de production et d'exploitation, les principales catégories de dépenses, les comptes des secteurs, le stock de capital et le marché du travail.

### 2. Comptes trimestriels et première estimation des comptes annuels

Les comptes trimestriels présentent les premières estimations des principaux agrégats. Ils paraissent quatre fois par an, 120 jours après la fin du trimestre auquel ils se rapportent. Parallèlement aux résultats du quatrième trimestre paraît la première estimation des comptes annuels, qui est basée essentiellement sur les comptes trimestriels.

Les comptes trimestriels, cohérents avec les comptes nationaux annuels, présentent les principaux agrégats à la fois selon les optiques dépenses, revenus et production. Ils incluent aussi les principaux soldes des comptes de l'économie belge. L'emploi, le volume de travail des salariés et la rémunération des salariés par branche d'activité sont également estimés.

Pour répondre à la demande de mettre à la disposition aussi rapidement que possible des chiffres se rapportant au dernier trimestre écoulé, une première estimation flash de la croissance du PIB est déjà publiée après 30 jours (environ 50 jours pour l'estimation du quatrième trimestre). Elle n'est toutefois pas ventilée en fonction des différentes composantes du PIB. Une première estimation de cette ventilation et des autres agrégats de l'économie est diffusée 70 jours après la fin du trimestre.

### 3. Comptes des secteurs institutionnels

Les comptes annuels des secteurs institutionnels sont repris dans la publication des comptes nationaux détaillés (voir point 1). Ils sont donc diffusés à la fin du mois de juillet dans la base de données Belgostat Online de la Banque nationale de Belgique.

La séquence complète et détaillée des comptes non financiers des secteurs est publiée. Les secteurs institutionnels sont les suivants : les sociétés non financières, les sociétés financières (et sous-secteurs), les administrations publiques, les ménages, les ISBLSM, ainsi que le reste du monde (et sous-secteurs).

Les comptes trimestriels des secteurs institutionnels sont diffusés quatre fois par an, environ 105 jours après la fin du trimestre auquel ils se rapportent. Ces comptes trimestriels sont cohérents avec leur équivalent annuel (voir ci-dessus) mais sont moins détaillés. L'accent y est mis sur les agrégats les plus pertinents, notamment au travers d'indicateurs clefs et de leurs composantes. Ces comptes reprennent également les comptes trimestriels des administrations publiques qui, avant octobre 2010, étaient repris dans la publication relative aux principaux agrégats.

### 4. Comptes des administrations publiques

Les comptes trimestriels des administrations publiques sont repris dans la publication relative aux comptes des secteurs institutionnels (voir point 3).

Les comptes annuels des administrations publiques font l'objet de deux estimations par an, dont les résultats sont diffusés sur le site internet de la Banque nationale de Belgique.

Au début du mois d'avril suivant l'année de référence, une première estimation est diffusée sous la forme de tableaux de recettes et dépenses des administrations publiques.

La seconde estimation, au mois de juillet, présente les comptes complets du secteur des administrations publiques ainsi que de ses sous-secteurs. Cette version présente les données nécessaires à l'étude des finances publiques et de leur interaction avec le reste de l'économie. Ces comptes sont intégrés dans la publication des comptes nationaux détaillés.

### 5. Tableaux ressources-emplois

A la fin de chaque année, les tableaux ressources-emplois sont publiés. Ils reflètent la structure des coûts de production, du revenu qui est généré dans le processus de production et des flux de biens et de services qui résultent soit de la production intérieure, soit des importations et des exportations.

### 6. Comptes régionaux: agrégats par branche d'activité et compte des ménages

A la fin de chaque année, les comptes régionaux sont publiés. Ils ventilent par région, province et arrondissement plusieurs variables des comptes nationaux, avec lesquelles ils sont totalement cohérents.

Outre la rémunération des salariés et la valeur ajoutée régionales, la publication présente des données régionalisées relatives au nombre de personnes occupées et à la formation brute

de capital fixe. La publication contient également des chiffres régionaux relatifs au compte du secteur des ménages. Il s'agit ici des principales variables du compte d'affectation des revenus primaires (rémunération des salariés et revenus de la propriété) et du compte de distribution secondaire du revenu (impôts, cotisations et prestations sociales et revenu disponible).

## 7. Séries historiques

La publication des séries historiques des comptes nationaux suivant le SEC 1995 a eu lieu en octobre 2002.

Ces séries historiques, qui couvrent la période 1970-1995, comprennent:

la composition du produit intérieur brut selon les trois approches des comptes nationaux à prix courants et aux prix de 1995;

- la valeur ajoutée par branche d'activité (31 branches) à prix courants et aux prix de 1995;
- la rémunération des salariés par branche d'activité (31 branches) à prix courants;
- la dépense de consommation finale des ménages par produit (16 produits) à prix courants et aux prix de 1995;
- les comptes des secteurs;
- le stock de capital et investissements à prix courants et aux prix de 1995.

Toutefois, à l'exception du compte des administrations publiques, qui a été établi à partir de l'année 1970 selon le SEC 1995, les comptes de secteurs n'ont été rétopolés que jusqu'en 1985. En effet, ce n'est qu'à partir de cette année que les principales sources d'information concernant les entreprises financières et non financières sont disponibles. Par ailleurs, le compte des sociétés financières n'a pas été rétopolé par sous-secteur.

## 8. Personnes de contact

### Méthodologie

Geert Detombe                      Tél. +32 2 221 30 40                      Fax +32 2 221 32 30  
e-mail: [geert.detombe@nbb.be](mailto:geert.detombe@nbb.be)

### Optique production du PIB et tableaux des ressources-emplois

Hans De Dyn                      Tél. +32 2 221 30 38                      Fax +32 2 221 31 43  
e-mail: [hans.dedyn@nbb.be](mailto:hans.dedyn@nbb.be)

### Optique dépenses du PIB et stock de capital

Bernadette Boudry                      Tél. +32 2 221 47 54                      Fax +32 2 221 32 30  
e-mail: [bernadette.boudry@nbb.be](mailto:bernadette.boudry@nbb.be)

### Comptes des secteurs et compte satellite des ISBL

Marie Vander Donckt                      Tel. +32 2 221 36 50                      Fax +32 2 221 32 30  
e-mail: [marie.vanderdonckt@nbb.be](mailto:marie.vanderdonckt@nbb.be)

### Comptes des administrations publiques

Claude Modart                      Tél. +32 2 221 30 26                      Fax +32 2 221 32 30  
e-mail: [claudemodart@nbb.be](mailto:claudemodart@nbb.be)

Comptes trimestriels, estimation flash et marché du travail

Isabelle Brumagne      Tél. +32 2 221 28 77      Fax +32 2 221 31 07  
e-mail: [isabelle.brumagne@nbb.be](mailto:isabelle.brumagne@nbb.be)

Comptes régionaux

Monica Maesele      Tél. +32 2 221 30 28      Fax +32 2 221 31 43  
e-mail: [monica.maesele@nbb.be](mailto:monica.maesele@nbb.be)

Diffusion des séries (consultations en ligne)

Alexander Foket      Tél. +32 2 221 30 45      Fax +32 2 221 32 30  
e-mail : [alexander.foket@nbb.be](mailto:alexander.foket@nbb.be)

## Remarques générales

Les totaux indiqués dans les tableaux peuvent différer de la somme des rubriques en raison des arrondis.

Le site internet de la Banque nationale de Belgique présente le calendrier de publication des principales statistiques économiques établies par la Banque et l'ICN.

(<http://www.nbb.be/app/cal/F/CalThema.htm>)

En application du SDDS (IMF's Special Data Dissemination Standard), ce calendrier reprend également toutes les statistiques du SDDS. Les dates de publication sont celles qui ont été communiquées par les institutions qui établissent la statistique; certaines d'entre elles publient par leurs propres canaux des calendriers de publication de leurs statistiques plus détaillés que ceux mentionnés sur le site internet de la Banque.



## Signes conventionnels

e	estimation
p	provisoire
-	la donnée n'existe pas ou n'a pas de sens
n.	non disponible
n.d.a.	non dénommé ailleurs
p.m.	pour mémoire
0 ou 0,0	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue



## Liste des abréviations

ASBL	Association sans but lucratif
BNB	Banque nationale de Belgique
ICN	Institut des comptes nationaux
ISBL	Institutions sans but lucratif
NACE-Bel	Nomenclature statistique des activités économiques dans les communautés européennes - Version belge
PIB	Produit intérieur brut
PNB	Produit national brut
SEC	Système européen des comptes nationaux et régionaux
SNA	System of National Accounts
SIFIM	Services d'intermédiation financière indirectement mesurés



### Commandes

Sur le site internet de la Banque nationale de Belgique, via la rubrique "e-service", vous pouvez souscrire gratuitement un abonnement par e-mail à cette publication. Elle vous sera envoyée par e-mail à la date de publication. ([http://www.nbb.be/doc/DQ/F\\_form/bestel.htm](http://www.nbb.be/doc/DQ/F_form/bestel.htm))

Via la rubrique "Print-on-demand", il y a la possibilité de commander une version papier de cette publication contre paiement. (<http://www.nbb.be/pub/stats/stats.htm?l=fr&tab=Publications>)

### Pour plus d'informations

Les personnes qui désirent plus d'informations sur le contenu, la méthodologie, les méthodes de calcul et les sources peuvent se mettre en rapport avec le service Comptes nationaux et régionaux de la Banque nationale de Belgique.

Tél. +32 2 221 30 40 - Fax +32 2 221 32 30  
[nationalaccounts@nbb.be](mailto:nationalaccounts@nbb.be)



Banque nationale de Belgique  
Société anonyme  
RPM Bruxelles - Numéro d'entreprise: 0203.201.340  
Siège social: boulevard de Berlaimont 14 - BE-1000 Bruxelles  
[www.nbb.be](http://www.nbb.be)

Éditeur responsable

**Rudi Acx**  
Chef du département Statistique générale

© Illustrations: Banque nationale de Belgique

Mise en pages: BNB Statistique générale  
Couverture: BNB TS - Prepress & Image

Publié en avril 2013